

du papier et de la main-d'œuvre, autant d'exemplaires additionnels ou surnuméraires, qu'il sera nécessaire, pour être distribués par Messieurs les Curés et par les sociétés d'agriculture. Nous nous engageons à rendre notre journal utile en proportion de l'appui et de l'encouragement que nous éprouverons. Nous ne dirons pas que ce sera par la circulation seule de notre journal qu'il s'effectuera des améliorations en agriculture; mais nous promettons de faire tous nos efforts pour atteindre un but vers lequel nous avons toujours tendu avec une sollicitude particulière. Nous ne demandons d'appui qu'autant que nous nous efforcerons d'en mériter. Ce ne sera que par la conviction d'avoir la bienveillance et la faveur du public, que nous pourrions jouir de la confiance nécessaire pour nous mettre en état d'être utile.

Nous avons vu un extrait d'un rapport concernant les banques en Irlande par lequel il paraîtrait que les banques qui sont établies dans ce pays là sont tout à fait insuffisantes pour procurer au peuple les commodités nécessaires sous le rapport des finances. Le montant entier des capitaux versés ou des fonds engagés dans les affaires de banque en Irlande n'est que d'environ £1 186 par tête sur toute la population, tandis qu'en Ecosse il se monte à environ £16 par tête pour la population de ce pays; ce qui fait une différence immense et dont les conséquences sont visibles, si l'on compare la prospérité de ce dernier pays avec celle de l'Irlande. Peut-être que les capitaux versés ou les fonds engagés dans les affaires de Banque en cette Province produiraient-ils sur toute la population un montant plus considérable par tête qu'en Irlande; mais quoiqu'ils puissent excéder ceux de l'Irlande, nous sommes convaincu qu'ils sont tout à fait insuffisants aux besoins du peuple canadien pour leur donner aucune chance favorable d'avancer en prospérité, comme ils pourraient le faire, s'ils avaient les moyens d'améliorer les avantages que ce beau pays leur présente. L'Angleterre et l'Ecosse sont, de tous les pays du monde, ceux qui ont le montant le plus considérable de capitaux en circulation dans les affaires de banque; aussi les améliorations et la prospérité de ces deux pays sont-elles en proportion plus grandes qu'en aucun autre endroit. Le grand principe sur lequel on peut baser la prospérité générale du Canada est la disposition des capitaux et leur application utile à des améliorations permanentes qui reproduiront les argents déboursés. Nous prendrons sur nous d'avancer qu'on ne peut employer plus efficacement ses fonds que dans l'amélioration judicieuse de nos terres et de notre agriculture. Les améliorations de nos cités et de nos villes ne reproduiront point les capitaux comme le ferait la culture de nos terres. Investir ses capitaux dans des propriétés peut être un grand avantage pour ceux qui en ont les moyens; mais

il n'en est pas ainsi pour les intérêts généraux d'un pays comme le nôtre. Les profits qui nous mettent en état de payer des loyers dans la ville doivent être retirés, en tout ou en partie, des produits d'un pays; d'où il suit que les capitaux que l'on emploie pour augmenter la valeur des produits d'un pays ne peuvent être mieux appliqués pour l'avancement général de la société. Cette proposition ne sera probablement pas admise par ceux qui commandent les capitaux dans ce pays; mais elle n'en est pas moins vraie pour tout cela. On ne peut faire un meilleur usage de ses fonds qu'en créant un nouveau produit qui n'existait pas auparavant. C'est de plus un moyen de faire subsister bien des personnes que l'on emploie pour cela; et c'est aussi avantageux sous beaucoup d'autres rapports. En Canada plus que dans tous les autres pays les capitaux que l'on consacre aux travaux de la terre doivent nécessairement tourner à l'avantage général, quand on considère que l'on a constamment un nombre considérable de journaliers qui viennent ici tous les ans et qui n'ont d'autres moyens de se soutenir que leur salaire et leurs gages; et dans nos relations avec l'Angleterre il nous faudrait toute l'épargne des produits que nous pourrions réaliser sur nos terres et avec nos travaux, ce qui nous rembourserait nos capitaux à un prix plus élevé pour ces produits que nous n'en pourrions obtenir dans aucun autre marché sur terre.

En Canada il est au pouvoir du cultivateur de faire d'aussi bon beurre qu'en aucune autre partie du monde et d'aussi bon fromage qu'en aucune partie de l'Amérique du Nord. Nous avançons ceci sur notre propre expérience. Sans doute que nos bestiaux doivent être choisis judicieusement, nos pâturages bons, nos laiteries conservées dans une température propice et fournies d'instrumens convenables que l'on doit tenir parfaitement et constamment nets; et le mode de préparer le lait, le fromage et le beurre doit être conduit avec habileté par des personnes qui aient une expérience pratique dans ces sortes de chose. Toutes ces circonstances sont nécessaires pour faire du bon beurre et du bon fromage, et ce qu'il y a de plus essentiel pour cela, c'est une bonne laiterie et des instrumens convenables, sans quoi l'on ne peut se procurer un bon article. Nous croyons qu'en Canada il y a peu de cultivateurs qui aient de bonnes laiteries et des instrumens convenables, et voilà ce qui fait que nous n'avons pas plus de beurre et de fromage de la première qualité. Le climat ici n'est pas aussi chaud que dans les États-Unis où l'on fait de bon fromage; mais notre climat est tel que nos laiteries devraient être construites de manière à y entretenir constamment une température régulière, ainsi que dans l'appartement où l'on assèche et où l'on conserve le fromage. Il devrait y avoir dans toutes les laiteries deux assortimens de plats ou de terrines pour le lait, de manière à ce que l'on en préparât un en échaudant ou faisant bouillir le lait, tandis qu'on en remplirait l'autre; ce qui donnerait